

**PROCES-VERBAL DE LA RÉUNION
DE CONSEIL MUNICIPAL
Du 06 JUILLET 2010
A 18H**

Convocation du 1^{er} juillet 2010

Etaient présents:

M. Alain LONGUENT, Maire.

MM. Jean-Jacques LOUVEL, Michel BILON, Mme Florence LAVOINE, M. Régis BOULENGER, Mmes Anne-Marie TRÉPÉ, Nadine PISKADLO, Adjoints.

M. Philippe VERMEERSCH, Mme Carmen BILON, M. Jean VENEL, Mme Arlette EL-AMRI, Chantal MOREL, MM. Marc LAVOINE, Philippe POUSSIER, Mme Christine LAVACRY Conseillers Délégués.

Mme Nathalie VASSEUR, MM. Benjamin COMTESSE, Philippe CUVELIER, Mmes Françoise LORPHELIN, M. Jean-Marie BYHET, Mme Frédérique CHERUBIN, Mme Thérèse LASNEL, Conseillers Municipaux.

Absents donnant procuration :

M. Laurent JACQUES, Adjoint qui a donné procuration à M. Régis BOULENGER.

M. Jacky MOREL, Conseiller Municipal qui a donné procuration à M. Jean-Jacques LOUVEL.

Absents excusés:

Mme Marguerite PASIN, Adjointe.

Mmes Honora GUÉNARD, Roselyne ROUSSEL, M. Yann-Gaël DUPUY Conseillers Municipaux.

M. Le Maire a souhaité la bienvenue aux membres du Conseil Municipal et a nommé M. Benjamin COMTESSE, secrétaire de séance.

Le procès verbal de la dernière réunion de conseil en date du 08 juin 2010 est approuvé à l'unanimité par les membres présents.

Avant de passer à l'ordre du jour, M. Le Maire fait la déclaration suivante

Texte de Monsieur Le Maire :

« Mes chers collègues,

Nombre d'entre vous étaient déjà à mes côtés lors de la précédente mandature et en tout état de cause, chacun autour de cette table sait que nous avons mené depuis 2006 une politique forte en matière d'investissements. Je citerais pour mémoire le funiculaire, l'aménagement d'entrée de ville, les travaux de voirie ou encore le parking de la Poissonnerie entre autres. Sur quatre exercices, le montant de nos investissements s'est élevé à 29 millions d'euros. Ces réalisations qui ont transformé l'image de notre ville pèsent sur notre budget et ont amené une augmentation induite de nos dépenses de fonctionnement.

C'est alors que nous avons très largement entamé cette politique audacieuse de modernisation de notre ville que s'est profilée la réforme des collectivités territoriales, dont l'une des mesures les plus marquantes n'est autre que la suppression de la taxe professionnelle. Nous en avons déjà subi les prémices depuis deux ans avec son plafonnement et l'obligation pour la commune de reverser à l'Etat une part non négligeable de la TP.

Cette réforme inique et aberrante est aujourd'hui condamnée par toutes les associations d'élus et plus particulièrement les associations des maires, toutes tendances politiques confondues. En effet, cette suppression prive les communes d'une ressource essentielle pour alimenter leurs budgets. Dans une ville comme la nôtre, qui a su se rendre attractive tant pour les entreprises que pour les commerces, nous subissons de plein fouet cette décision. En effet, il faut savoir que près de 75 % de nos ressources fiscales provenaient jusqu'alors de la taxe professionnelle, les ménages n'en supportant qu'un quart.

Depuis deux années, notre budget est donc plus difficile à boucler et ce phénomène s'est considérablement renforcé en 2010. Pourtant, nous avons fait le choix lors du vote des taxes au printemps dernier de ne pas accroître les impôts afin d'épargner les ménages. Nous avons préféré serrer au maximum la ceinture des services municipaux et renoncer à certains projets afin de réaliser les économies suffisantes à l'équilibre de notre budget.

Malheureusement, la Chambre Régionale des Comptes ne l'a pas entendu de cette oreille. Elle s'est penchée sur le compte administratif 2009 et sur le budget primitif 2010 de la commune et a retoqué ces deux documents. Elle a appuyé sa décision pour une large part sur le fait que nous avons prévu certaines recettes, mais qu'elles n'étaient pas juridiquement engagées à ce jour. Je donne pour exemple la vente des terrains pour la gendarmerie ou encore celle des parcelles du futur centre aquatique à la communauté de communes. Ces ventes auront bel et bien lieu, mais faute de compromis signé à ce jour, la CRC a préféré ne pas en tenir compte.

A la fois poussés par la suppression de la taxe professionnelle, qui s'inscrit pleinement dans la politique menée par le gouvernement en faveur du capital et des ménages les plus aisés, et au détriment bien sûr des familles modestes et des classes moyennes, et aussi pour suivre les recommandations de la CRC, nous avons dû prendre à regret une décision difficile.

La direction municipale, réunie hier en commission plénière, a décidé d'augmenter les taux des quatre taxes de 22 %.

Nous passerons donc :

- *de 9 à 10,98 % pour la taxe d'habitation*
- *de 23,5 à 28,67 % pour le foncier bâti*
- *de 31,95 à 38,98 pour le foncier non bâti*
- *de 12,73 à 15,53 pour la taxe professionnelle, même si ce dernier chiffre est à ce jour plus virtuel que réel.*

Je suis parfaitement conscient que cette hausse va être très durement ressentie par les familles. Je tiens toutefois à préciser qu'elle se traduira par une augmentation de la part communale de moins de 40 euros pour l'année sur la taxe d'habitation d'un locataire HLM d'un appartement de type 3. Pour le propriétaire d'un pavillon avec un petit bout de jardin, la hausse de la part communale de l'ensemble des impôts locaux ne devrait pas dépasser une centaine d'euros.

Cette augmentation fait suite à plus d'une décennie de quasi stagnation des taux. Par ailleurs, les taux des trois taxes concernant les familles que je vous propose d'adopter ce soir nous place toujours à un niveau nettement inférieur à ceux pratiqués par nos voisins eudois.

Cette augmentation de 22 % va nous permettre de dégager une recette supplémentaire de 569 000 euros pour l'année 2010. Ceci étant, je vous demande à toutes et à tous de vous mobiliser pour faire pression contre la suppression de la taxe professionnelle.

En son absence, l'avenir de notre commune, ville choisie par nombre de nos concitoyens pour sa qualité de vie, ses services, la modicité de ses tarifs, s'annonce bien sombre. Nous n'avons d'autre choix que d'entrer en rébellion contre cette réforme, il en va de l'intérêt majeur de notre commune et de ses administrés. »

M. Jean-Jacques LOUVEL, au nom des élus socialistes, précise qu'il soutient la politique menée par la majorité municipale dirigée par M. Alain LONGUENT, durant ces dernières années et notamment les choix des investissements réalisés sur la commune pour améliorer le cadre de vie des Tréportais et dynamiser le tourisme.

Nous condamnons les attaques du Gouvernement qui visent à affaiblir les ressources des collectivités territoriales et tout particulièrement celles de la commune du Tréport, notamment par la suppression de la taxe professionnelle. Nous devons nous imposer rigueur, transparence et équité, que ce soient élus et personnel communal, pour retrouver une situation financière équilibrée sous deux ans, dégager de nouvelles recettes qui nous permettront d'autofinancer de futurs projets.

Nous avons des comptes à rendre à la population tréportaise.

ORDRE DU JOUR

DELIBERATION FISCALE

Après avoir entendu l'exposé et les commentaires de M. Le Maire sur le rapport rendu par la Chambre Régionale des Comptes, le Conseil Municipal décide d'augmenter les taux d'imposition 2010 de 22,00% soit pour :

- taxe d'habitation, un taux de : **10.98%**
- taxe foncière (bâti), un taux de : **28.67%**
- taxe foncière (non bâti), un taux de : **38.98%**
- taxe professionnelle, un taux de : **15.53%**

Délibération adoptée à l'unanimité

BUDGET CAMPING MUNICIPAL – DECISIONS MODIFICATIVES

Suite au rapport rendu par la Chambre Régionale des Comptes, M. Philippe POUSSIER demande au Conseil Municipal d'approuver les décisions modificatives suivantes :

En Fonctionnement :

| | | | | | |
|------------|-------|----------|-----------|-------|----------|
| D 6218 -95 | -CAM | - 8 000 | R 706 -95 | -CAM | + 45 000 |
| D 604 -95 | -BUNG | - 2 000 | R 752 -95 | -BUNG | + 15 900 |
| D 6063 -95 | -CAM | - 1 500 | | | |
| D 6068 -95 | -BUNG | - 1 000 | | | |
| D 611 -95 | -CAM | - 2 000 | | | |
| D 6152 -95 | -CAM | - 2 600 | | | |
| D 6135 -95 | -CAM | - 1 000 | | | |
| D 6231 -95 | -CAM | - 1 000 | | | |
| D 6236 -95 | -CAM | - 500 | | | |
| D 637 -95 | -CAM | - 500 | | | |
| D 023 -020 | -CAM | + 81 000 | | | |

En Investissement :

| | | | | | |
|------------|-------|-----------|------------|------|-----------|
| D 2115 -95 | -ACC | - 835 000 | R 021 -95 | -CAM | + 81 000 |
| D 2154 -95 | -CAM | - 4 400 | R 1641 -95 | -CAM | - 958 200 |
| D 2182 -95 | -CAM | - 13 000 | | | |
| D 2135 -95 | -ACC | - 1 800 | | | |
| D 2131 -95 | -BUNG | - 23 000 | | | |

Délibération adoptée à l'unanimité

BUDGET CAMPING – TARIFS EMPLACEMENTS CAMPING 2010

M. LONGUENT rappelle que le Camping est un Service Public Industriel et Commercial devant appliquer le plan comptable M4, le budget Camping ne peut bénéficier d'une participation communale et doit s'équilibrer par lui-même,

M. Le Maire propose une augmentation des tarifs à compter du 15 juillet 2010 de 20,00% soit :

TARIFS 2010 CAMPING

| | |
|---|-----------------|
| CAMPEUR Par nuit et par personne à partir de 13ans | 4,00€TTC |
| ENFANT, de 3 à 12 ans inclus Par nuit et par enfant | 2,80€TTC |
| VOITURE OU MOTO de 125cm³ et plus Par véhicule | 3,65€TTC |
| BATEAU | 3,55€TTC |
| EMPLACEMENT sans branchement | 3,60€TTC |
| EMPLACEMENT avec branchement - 6Ampères | 8,95€TTC |
| CHIENS Par animal et par nuit | 1,20€TTC |

GARAGE MORT :

Tarif appliqué lorsque la caravane reste sur un emplacement sans occupants, sans électricité.

| | |
|--|------------------|
| DU 15 JUIN AU 31 AOUT <i>Par caravane ou mobil-home, et par jour</i> | 10,00€TTC |
| DU 1^{ER} JANVIER AU 14 JUIN ET, DU 1^{ER} SEPTEMBRE AU 31 DECEMBRE <i>Par caravane ou mobil-home, et par jour</i> | 3,80€TTC |
| DU 14 JUILLET AU 15 AOUT <i>Tarif réservé aux caravanes et mobil-homes à l'année</i> | 10,00€TTC |

La taxe de séjour applicable toute l'année est de 0,35€ par adulte (13 ans et plus) et par nuitée.

Une abstention : M. Philippe POUSSIER.

BUDGET CAMPING MUNICIPAL – TARIFS AIRE DE CAMPING-CARS 2010

Dans la même optique que la délibération précédente M. Le Maire propose au Conseil Municipal d'augmenter à compter du 15 juillet 2010 les tarifs comme suit :

- 8,40 €TTC + 0 .20 €Taxe de séjour

Délibération adoptée à l'unanimité

BUDGET VILLE – DECISIONS MODIFICATIVES

M. Le Maire expose les préconisations de la Chambre Régionale des Comptes sur le budget de la commune du Tréport. Il propose au Conseil Municipal de prendre les décisions modificatives suivantes :

En Fonctionnement :

| | | | | |
|---------|-------|-------|--------------------------------------|------------------|
| D 6042 | -822 | -V | - 10 000 | |
| D 60631 | - 020 | -B | - 10 000 | |
| D 60632 | - 020 | -B | - 2 000 | |
| D 60632 | -314 | -B30 | - 1 000 | |
| D 60632 | -414 | -PLA | - 1 000 | |
| D 60632 | -822 | -V | - 1 000 | |
| D 60636 | -020 | -B | - 3 500 | |
| D 60636 | -112 | -PM | - 500 | |
| D 60636 | -822 | -V | - 1 000 | |
| D 6064 | -020 | -B1 | - 5 000 | |
| D 6068 | -020 | -B | - 10 000 | |
| D 6068 | -822 | -V | - 10 000 | |
| D 61522 | -020 | -B | - 10 000 | |
| D 61522 | -020 | -B6 | - 5 000 | |
| D 61522 | -314 | -B34 | - 5 000 | |
| D 61522 | -414 | -PLA | - 5 000 | |
| D 61522 | -524 | -CAF | - 5000 | |
| D 61551 | -821 | -V2 | - 10 000 | |
| D 61558 | -822 | -V4 | - 5 000 | |
| D 6236 | -020 | -AG | - 10 000, soit sur le chapitre 011 : | - 110 000 |
| D 64111 | -020 | -AG | - 50 000 | |
| D 64131 | -020 | -AG | - 20 000 | |
| D 64111 | -020 | -STE | - 10 000, soit sur le chapitre 012 : | - 80 000 |
| D657362 | -020 | -AG | - 85 300, soit sur le chapitre 65 : | - 85 300 |
| D023 | -020 | -AG | + 1 024 138 | |
| R 7311 | -01 | -FIS | + 569 688 | |
| R 7336 | -020 | -AG | + 20 000 | |
| R 7337 | -822 | -V4 | + 50 000 | |
| R 7351 | -01 | -FIS | + 15 000 | |
| R 7478 | -421 | -LO7 | + 90 000 | |
| R 752 | -90 | -PE | + 4 000 | |
| R 7788 | -61 | -MR01 | + 150 | |

En Investissement

| | | | |
|---------|------|--------|-------------|
| D 2313 | -212 | -P151 | - 27 617.74 |
| D 21318 | -020 | -P172 | -140 649 |
| D 2128 | -822 | -P175 | -503 464.01 |
| D 2031 | -822 | -P175 | - 32 758.28 |
| D 21318 | -64 | -P197 | - 18 000 |
| D 2183 | -64 | -P197 | - 379 |
| D 2188 | -64 | -P197 | - 690 |
| D 21312 | -211 | -P207 | - 1 290 |
| D 2184 | -211 | -P207 | - 3 110 |
| D 2182 | -020 | -P309 | - 2 255.67 |
| D 21578 | -020 | -P 314 | - 2 527.68 |

| | | | |
|---------|-------|--------|--------------|
| D 21318 | -411 | -P323 | - 16 052.19 |
| D 2313 | -94 | -P324 | - 418.55 |
| D 2313 | -412 | -P340 | - 1 500 |
| D 2183 | -020 | -P350 | - 44 489.95 |
| D 2184 | -020 | -P350 | - 1 500 |
| D205 | -020 | -P350 | - 9 867.04 |
| D2031 | -020 | -P352 | - 29 930 |
| D 2188 | -020 | -P352 | - 965.78 |
| D 2313 | -020 | -P352 | - 12 480.08 |
| D 2188 | -311 | -P354 | - 13 000 |
| D 2313 | -311 | -P354 | - 12 000 |
| D 2313 | -211 | -P355 | - 17 500 |
| D 21318 | -521 | -P358 | - 3 900 |
| D 2313 | -020 | -P359 | - 1 000 |
| D 2188 | -020 | -P373 | - 1 718.19 |
| D 2313 | -026 | -P376 | - 3 500 |
| D 2151 | -822 | -P386 | - 45 200 |
| D 2111 | -020 | -P394 | - 110 000 |
| D 2151 | -822 | -P400 | - 195 000 |
| D 2313 | -833 | -P410 | - 1 968.28 |
| D 21318 | -314 | -P414 | - 5 000 |
| D 21318 | -414 | -P417 | - 28 000 |
| D 2031 | -816 | -P 418 | - 0.13 |
| D 21538 | - 816 | -P418 | - 439 242.24 |
| D 2183 | -63 | -P420 | - 735.76 |
| D 21578 | -822 | -P421 | - 38 654.84 |
| D 2128 | -824 | -P422 | - 130 000 |
| D 2031 | -822 | -P289 | - 48 980 |
| D 2128 | -822 | -P289 | - 500 000 |
| D 2151 | -822 | -P289 | - 672 416.67 |
| D 21538 | -822 | -P289 | - 141 528.79 |
| D 2188 | -020 | -P350 | - 5 433 |

D 2313 -324 -P321 + 3 000,
soit sur les programmes d'investissement : - **3 261 722.87**

| | | | |
|--------|-------|--------|--|
| R 1323 | -822 | -P289 | + 157 118 |
| R 1323 | -414 | - P417 | + 38 306 , subventions du Département |
| R 024 | -020 | -AG | - 546 704 |
| R 021 | - 020 | -AG | + 1 024 138 |
| R 1641 | - 020 | -AG | - 3 934 580.87 |

Délibération adoptée à l'unanimité

DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL A M. LE MAIRE

M. LONGUENT rappelle le litige opposant la ville du Tréport contre GREPI & AUTRES relatif à la construction du parking souterrain esplanade Louis Aragon, demande au Conseil Municipal qu'une délégation lui soit accordée pour l'autoriser à ester en justice dans le cadre de ce dossier précis VILLE DU TREPORT contre GREPI & AUTRES.

Délibération adoptée à l'unanimité

AVENANT N°1 ISAMBOURG PRO – MARCHE PRODUITS D'ENTRETIEN

Monsieur Alain LONGUENT informe que la société ISAMBOURG PRO, titulaire du marché relatif à la fourniture de produits d'entretien a souhaité modifier le bordereau prix en y intégrant de nouvelles références de produits. Cette modification n'a aucun impact financier sur le montant initial du marché.

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire, le Conseil Municipal autorise M. le Maire à signer l'avenant avec ladite entreprise.

Délibération adoptée à l'unanimité.

STATIONNEMENT PAYANT – REVISION DE TARIFS

Pour répondre aux préconisations de la Chambre Régionale des Comptes et dans l'optique de dégager des recettes de fonctionnement supplémentaires, M. Le Maire demande au Conseil Municipal d'appliquer à compter du 15 juillet 2010 une augmentation de 20,00% sur les tarifs de stationnement.

VILLE BASSE

Parcs fermés (parking couvert esplanade)

1,40 € de l'heure, par tranche de demi-heure 0,70 €

PLACES DE LA POISSONNERIE ET BATTERIE

1,40 € de l'heure, par tranche de demi-heure 0,70 €

Les 30 premières minutes gratuites.

HORODATEURS : (ESPLANADE LOUIS ARAGON - QUAI FRANÇOIS 1^{ER} - QUAI SADI CARNOT)

0,70 € la demi-heure.

TERRASSES

Parcs fermés (Parkings couverts)

2,50 € la journée.

PARKING CIEL OUVERT - R.D. 126 E

2,50 € la journée.

RUE DE PARIS (du 01 Janvier au 31 Décembre) - 08 h.30 à 18 h.00

Horodateurs limités à 01 h.30

- ✓ 15 min/0,35 €
- ✓ 30 min/0,70 €
- ✓ 01 h.00/1,40 €

Délibération adoptée à l'unanimité.